Espaces de l'ordre, l'ordre en place. Spatialités et pratiques des polices

Introduction

Armelle Choplin et Marie Redon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/13874>

DOI : [10.4000/echogeo.13874](https://doi.org/10.4000/echogeo.13874)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Armelle Choplin et Marie Redon, « Espaces de l'ordre, l'ordre en place.

Spatialités et pratiques des polices », *EchoGéo* [En ligne], 28 | 2014, mis en ligne le 08 juillet 2014, consulté le 31 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13874> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13874>

Ce document a été généré automatiquement le 31 juillet 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Espaces de l'ordre, l'ordre en place. Spatialités et pratiques des polices

Introduction

Armelle Choplin et Marie Redon

Du *policing* aux territoires à policer

- 1 Si de nombreux reportages et émissions de télé-réalité mettent en spectacle les forces policières et donnent l'impression de les accompagner sur le vif, ils nous informent souvent bien peu sur les espaces d'intervention et le rapport que les acteurs du maintien de l'ordre entretiennent avec ceux-ci. En d'autres termes, le spectateur visualise l'action sur le « terrain » sans que celui-ci lui soit donné à comprendre. Ce dossier propose précisément d'interroger les pratiques spatiales des agents de l'ordre, les représentations qu'ils ont des lieux et les effets de ces pratiques et représentations sur la production de territoires. S'appuyant notamment sur une démarche empirique de « terrain » et une lecture géographique, ce numéro entend renseigner ce que l'espace signifie, concrètement, pour ceux qui sont censés mettre en place l'ordre.
- 2 A la suite des travaux de Michel Foucault, la question de l'ordre et de sa légitimité a inspiré une riche production scientifique sur les dispositifs de surveillance et de contrôle spatial, ou social, passant par l'espace (Crampton, Elden, 2007). Cette question est d'autant plus prégnante dans le contexte néolibéral, marqué par la privatisation, la multiplication des acteurs chargés de la sécurité et une technicisation des outils de surveillance (Brenner, Theodore, 2002). Alors que certaines problématiques sociales, telles celles des banlieues, des minorités ou encore des migrations, revêtent souvent une dimension spatiale très marquée, elles sont dépolitisées par les peurs sécuritaires (Bigo, 1996, 2008 ; Garland, 2001 ; Mucchielli, 2008). Utilisant ces cadres théoriques comme données de contexte, les contributions à ce numéro assument une approche pratique pour faire émerger le rapport à l'espace des agents policiers. Aussi, au-delà du « *policing* », plus que le contrôle et la surveillance de la société en soi, ce sont bien les spatialités policières qui sont au cœur des articles proposés. Reprenant l'initiative de

Didier Fassin (2011) qui a mené une ethnographie de la police, nous souhaitons à notre tour inviter à une analyse des polices chargées de policer l'espace. Le terme « polices » au pluriel s'explique par la nécessité d'englober, au-delà du simple corps de police, tous les acteurs qui ont une fonction policière et sont en charge du maintien de l'ordre : la police et la gendarmerie dans le cas français, mais plus largement, les différents corps de l'armée, les milices privées, les comités locaux de surveillance ou encore les sociétés de gardiennage qui se généralisent.

- 3 Le nombre élevé de propositions d'articles reçues par ce numéro révèle l'importance croissante du lien espace-polices, mais dénote également de la faiblesse relative d'études qui portent directement sur ce sujet. Pour l'heure, les travaux les plus riches sont à rechercher dans les analyses critiques de géographes germanophones (Belina, 2006, 2008 ; Eick et al., 2007 ; Glasze et al., 2005) et anglophones (Evans et al., 1992 ; Fyfe, 1991). Steve Herbert a été un pionnier en matière d'analyse du lien entre pratiques policières et espace dans son étude sur la police de Los Angeles (Herbert, 1996, 1997, 2003). Plus récemment, Mustafa Dikeç a ouvert ce type d'approche géographique à une réflexion théorique, inspirée de la distinction que fait Rancière (1990) entre *polis* - la politique populaire - et *police* - la politique qui met en ordre la société -, pour éclairer d'un regard nouveau le cas des banlieues françaises (Dikeç, 2007).
- 4 La géographie francophone semble être restée en marge de ces thématiques, à l'exception de quelques travaux qui avaient ouvert le champ d'une « géographie criminelle » (Camilleri et Lazerges, 1992 ; Rémy, 2000) et des recherches plus récentes de Melina Germes sur les quartiers sensibles et les discours policiers (2011). Cela peut sembler étonnant alors que la recherche française a vu une multiplication d'écrits sur la police et la gendarmerie dans d'autres disciplines, comme l'histoire (Denys, Marin, Millot, 2009 ; Houte, 2010 ; Chevandier, 2012 ; Deluermoz, 2012), l'anthropologie (Fassin, 2011), ou encore les sciences politiques et la sociologie (Monjardet, 1996 ; Dieu, 2000 ; Jobard, 1995, 2002 ; Brodeur, 2003 ; Loubet del Bayle, 2006 ; Ocqueteau, 2006).
- 5 Ce dossier est donc l'occasion d'ouvrir quelques pistes sur les agents du *policing* comme acteurs spatiaux à part entière, sur leurs productions spatiales et les outils qu'ils ont à leur disposition pour appréhender des territoires en mutation constante.

Des hétérotopies au *crime mapping*, des lieux aux réseaux

- 6 En analysant le rapport entre espace et ordre, le dossier interroge les lieux de régulation spatiale et sociale. Deux articles évoquent l'articulation entre des lieux conçus comme des instruments de régulation et l'espace environnant. Un exemple très éclairant des représentations spatiales que les forces de l'ordre peuvent développer est le Centre National d'Entraînement de la Gendarmerie française (CNEFG) de St Astier. Ce centre, analysé par Anthony Goreau-Ponceaud et Emilie Ponceaud-Goreau, comporte une véritable ville fictive, reconstituée de toutes pièces, qui sert d'espace d'entraînement. Hétérotopie s'il en est, ce centre se présente comme une forme de dispositif produit pour apprendre à protéger l'ordre social, où les gendarmes se préparent à affronter des « adversaires » auteurs de troubles. Symboliquement, ce lieu peut également être lu comme une forme d'antimonde, non pas illégal, mais marginal, non pas en contradiction mais en symbiose avec les systèmes dominants (Brunet, 2009).

- 7 L'article de Marie Redon et Delphine Grancher porte sur une hétérotopie « classique », un espace de l'exception particulier (Agamben, 2003) : la prison, mais celle étudiée se situe en Guadeloupe. La discontinuité traditionnelle de la prison est redoublée par celle de l'insularité. Si les établissements pénitentiaires ont, de prime abord, un statut d'extra-territorialité (règles et temporalités distinctes), dans un espace insulaire domien comme la Guadeloupe, ces institutions régaliennes relèvent-elles avant tout de la lointaine métropole ou de l'espace caribéen environnant ? Les spécificités judiciaires et pénitentiaires du contexte domien mais aussi les taux-record de criminalité révèlent une discontinuité de l'ordre entre la métropole et la Guadeloupe. Dans le même temps, les auteurs montrent que certains enjeux carcéraux (réinsertion, question des bracelets électroniques) et sécuritaires sont communs : face à des désordres et menaces parfois insaisissables, moins figés, plus évanescents, parfois virtuels, le dispositif clos de l'hétérotopie ne suffit plus.
- 8 C'est désormais l'ensemble des moyens de prévention qui fait dispositif car la réponse à la menace sécuritaire n'est plus dans le lieu surveillé et contrôlé mais dans l'efficience du réseau. Il ne s'agit plus simplement de réagir mais bien d'anticiper grâce à un corpus d'outils qui dessinent de nouvelles façons de policer l'espace (ou de vouloir le faire). Plusieurs contributions à ce dossier soulignent combien les cartes, statistiques, systèmes d'informations géographiques (SIG) et autres nouvelles technologies, notamment de géolocalisation (GPS) et le Web 2.0, sont devenus centraux dans les pratiques policières. La littérature scientifique anglophone s'est largement intéressée aux liens entre sécurité, surveillance et nouvelles technologies, comme le souligne Méline Germes qui livre une excellente revue de littérature, notamment sur le *crime mapping* (cartographie de la criminalité) (Manning, 2008 ; Crampton, 2009). Son enquête fine sur les cartographies policières, au sein de la gendarmerie nationale française, révèle combien les NTIC ont profondément renouvelé le travail des forces de l'ordre. Son texte contribue à une géographie de la police en montrant comment les gendarmes ne se contentent pas d'utiliser quotidiennement ces outils, mais produisent et utilisent à leur tour des cartes, en vue d'un projet territorial de contrôle.
- 9 La production de ces données spatialisées est destinée à la géo-prévention. Le partage de ces données géo-référencées entre différentes directions et services est censé aider à la prise de décision par les autorités. Le témoignage de J.G., policier en activité à Paris (rubrique « Sur le métier ») fait écho à l'article de M. Germes sur les pratiques et usages cartographiques. Ce policier explique que la préfecture de police de Paris met à disposition de ses agents un support cartographique commun, produit en interne, afin de centraliser les données géo-référencées. Jorick Perrin (Rubrique « Sur l'image ») mentionne, quant à lui, les organismes de recherche, tel l'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP), qui publie chaque année une « géographie criminelle de la France ». Les forces de l'ordre produisent donc leur propre vision de l'espace, fortement dépendante des politiques publiques et de leurs « géographie prioritaire » et « géo-prévention ».
- 10 Le rapport aux nouvelles technologies est ambigu. D'un côté, elles permettraient de gagner en efficacité. La salle de contrôle de la préfecture de Paris, avec ses dizaines d'écrans, couplés à un logiciel PVPP (Prévention vidéo de la préfecture de Paris), offre une surveillance 24h/24 qui garantirait une plus grande sécurité dans la capitale. Mais les NTIC peuvent aussi amener à repenser le métier des forces de l'ordre. Les gendarmes interviewés par Goreau-Ponceaud suggèrent une « guerre technologique »

entre gendarmes et manifestants : lors des grands rassemblements, l'utilisation des téléphones portables (et donc de vidéos et photographies) par les manifestants perturbe les stratégies des gendarmes qui doivent être sans cesse plus mobiles, plus adaptables, plus réactifs.

- 11 Enfin et surtout, notons que ces nouvelles techniques de géolocalisation et cartographie sont aussi des outils facilement manipulables, au service d'un message politico-médiatique (Perrin dans la rubrique « Sur l'image »). Comme toute forme de représentation, le langage cartographique doit être abordé avec vigilance, d'autant qu'il est performatif : choisir certaines discrétisations et limites plutôt que d'autres permet par exemple de favoriser un parti politique en modifiant le maillage (pratiques de *gerrymandering*). Le même recul critique doit être exercé face à la technologisation croissante et à la surveillance accrue des espaces, comme le soulignent Lefèvre et Perrin. Des petites communes ne se sont-elles pas dotées de caméras de surveillance alors même qu'aucun acte de délinquance n'y a été constaté ? Ces nouveaux outils participeraient d'un meilleur maintien de l'ordre, mais de quel ordre au juste ?

Un monde urbain policé

- 12 Le numéro offre des analyses sur la manière dont les territoires, surtout urbains, sont de plus en plus investis par une logique sécuritaire. Celle-ci accompagne une montée des discours de criminalisation de certains quartiers, souvent localisés en périphéries de villes qui veulent se penser et se donner à voir comme ordonnées, occultant les problématiques sociales et politiques à la base des conflits sociaux et de pratiques « déviantes ». Certaines contributions ont donc choisi de focaliser l'étude sur la ville, supposée être un espace éminemment criminogène. En cela, elles font écho à d'autres publications parues sur des thématiques connexes, et notamment le très riche dossier « Pratiques de sécurité en ville » de la revue *Justice spatiale-spatial justice*, coordonné par M. Morelle et J. Tadié (2011), qui examine la place et le fonctionnement de la sécurité en ville. Les opportunités criminelles y seraient renforcées par la densité et l'anomie du milieu urbain (Lefèvre). La concentration d'individus, de crimes et délits impliquerait une concentration de moyens sur ces espaces et une surveillance accrue, comme l'ont bien montré les nombreux travaux sur l'« *Ecology of fear* » à partir de la ville de Los Angeles (Davis, 2000 ; Flusty, 1994) et ailleurs (Coleman, Sim, 2000 ; Adey et al., 2013). L'heure est donc à la « sursécurisation » (Ninnin) et à l'« ordopolis », pour reprendre l'expression de Gabriel Fauveaud. Selon lui, cette « mise en ordre des villes » passe par les « forces policières qui permettent le maintien d'un ordre social et d'un système économique nécessaire à la production et à l'accumulation de richesses ». Compétitivité internationale et attractivité capitaliste riment avec ordre urbain policé, alors même que la ville suscite peur et anxiété. Dans ce contexte, chaque métropole tente de changer son image en poliçant ses centres comme ses périphéries.
- 13 Hier comme aujourd'hui, la ville est un « espace policier » qu'il convient de quadriller, contrôler et nettoyer (Denys et Milliot, 2003). Les projets de requalification et renouvellement urbains se multiplient, au Nord comme au Sud, Hausmann ayant bel et bien gagné les Tropiques (Davis, 1992). Les forces de l'ordre accompagnent ces projets en chassant les indésirables des espaces stratégiques. Autrement dit, elles participent à la « purification des espaces publics » (Mitchell, 2003) et à la pénalisation de la pauvreté (Wacquant, 2009). Ces « liftings urbains » sont d'autant plus importants et souhaités par

les autorités que ces centres accueillent un méga-événement, tels que la Coupe du monde de Football ou les Jeux Olympiques à Rio (Ninnin), ou plus généralement des touristes, comme au Québec. L'article de Céline Bellot, Catherine Chesnay et Marie-Eve Sylvestre montre comment les pratiques de judiciarisation de l'itinérance se superposent avec celles de revitalisation à Québec. L'ordre social urbain est ici imposé plutôt que négocié, et tend à exclure et discriminer les populations les plus pauvres, en l'occurrence les itinérants. Cette géographie répressive répond aux attentes de sécurisation de la population en général et des autorités en particulier pour soutenir l'attractivité de leur ville.

- 14 D'autres espaces, telles les périphéries urbaines, marges, banlieues, jugés « dangereux », retiennent l'attention, pour ne pas dire l'obsession sécuritaire. En France, dans le centre d'entraînement du CNEFG à St Astier, une ville et sa banlieue (via la symbolique de la barre) ont d'ailleurs été recréées pour enseigner aux agents des forces de l'ordre à évoluer dans ces formes urbaines des marges (Goreau-Ponceaud et Ponceaud-Goreau). Les *favelas* brésiliennes sont, quant à elles, internationalement perçues pour être des espaces criminogènes, incitant à la mise en place d'un dispositif particulier de contrôle, à travers ses désormais bien connues Unités Policières de Pacification (UPP). Le travail de terrain conduit par Justine Ninnin dans les favelas cariocas de Vidigal et Rocinha est révélateur de représentations spatiales discordantes de l'ordre : les habitants des zones aisées ont tendance à stigmatiser les favelas comme lieu d'insécurité. Or, les habitants des favelas ressentent une « sécurité communautaire » en leur sein, ce qui en ferait un espace de protection. Les marges de Phnom Penh (Fauveaud) ou les quartiers périphériques de Lima (Boutron) sont d'autres espaces jugés « à risque ». Il s'agit de « criminospaces » au double sens du terme : une plus grande délinquance s'y conjuguerait avec une défaillance des forces de l'ordre, celles-ci pouvant entretenir une certaine instabilité. Gabriel Fauveaud décrit les manières dont le « désordre » urbain dans les marges urbaines de Phnom Penh, loin d'être la cible de politiques de « mise en ordre », constitue plutôt l'occasion pour les agents de la police de réguler cet espace par des pratiques informelles et prévaricatrices comme la corruption, donnant à voir un paradoxe apparent de régulation du désordre comme résultat des pratiques de ces agents. Face à ce type de pratiques, il n'est pas rare de voir les habitants se mobiliser pour faire régner la loi par eux-mêmes. Ce phénomène de « policiarisation » locale, de patrouilles communautaires, de privatisation des polices de proximité en lien avec la privatisation résidentielle et la dégradation des services publics, est désormais bien connu pour avoir été étudié en d'autres lieux (Bénit-Gbaffou *et al.*, 2012 ; Didier *et al.*, 2012). Camille Boutron analyse bien les leviers d'une telle action à Lima : c'est le pouvoir en place qui a lui-même suscité ces initiatives, encourageant les habitants à contribuer à la sécurité citoyenne. Depuis la fin des années 1990, les Péruviens sont ainsi incités par les pouvoirs publics à seconder la police dans ses tâches en formant des juntas de voisinage de sécurité citoyenne (JVSC).
- 15 La France n'échappe pas au débat sur la police de proximité, influencée par le modèle anglo-américain du « *community policing* » (ou « police orientée vers la communauté ») qui repose sur l'implication des habitants. Les Contrats locaux de sécurité (CLS), instaurés en 1997, qui regroupent un ensemble d'acteurs sur un territoire donné afin de lutter contre la délinquance, montrent la tendance à la coproduction de la sécurité. « Depuis 2007, dans chaque arrondissement parisien, le maire est censé travailler de concert avec le préfet, les commissaires, les chefs d'établissements scolaires, les travailleurs sociaux. De plus

en plus, le cœur du métier consiste à se mettre à travailler avec les bailleurs, les associations et les riverains qui demandent des comptes à la police » (interview d'un commissaire de police du 18^e arrondissement de Paris – novembre 2011). En revenant sur la création des polices municipales, Igor Lefèvre montre ainsi comment les maires deviennent de nouveaux acteurs « policiers » et comment les nouvelles compétences qui leur sont dévolues en la matière tendent à une coproduction accrue de la sécurité. En parallèle, on assiste à l'émergence d'un marché porteur pour les sociétés privées qui surveillent des bâtiments également publics. Se pose alors la question des limites des espaces à policer et de la pertinence des zones de compétence : jusqu'où est-il légitime que tel acteur soit en charge de l'ordre ?

Les espaces se brouillent, les compétences aussi

- 16 Les recompositions spatiales interrogent la pertinence de la répartition traditionnelle des « soldats de la loi » sur le territoire français (Luc, 2010), à la fois entre espaces ruraux, urbains et périurbains mais aussi entre les différentes entités territoriales. S'intéressant aux logiques spatiales de diffusion de la délinquance, deux textes interrogent le poids des métropoles sur les espaces ruraux (Lefèvre, Perrin). En prenant l'exemple de l'aire d'influence de la métropole toulousaine, Igor Lefèvre démontre comment les couloirs d'urbanisation, liés aux axes routiers, deviennent de nouveaux espaces de délinquance itinérante. Jorick Perrin, à travers un travail cartographique consultable dans la rubrique « Sur l'image », met en exergue la corrélation entre urbanisation et délinquance et souligne le déplacement de celle-ci vers les campagnes. Tous deux montrent que l'étalement urbain généralisé et le phénomène de périurbanisation donnent à repenser le type d'intervention dans ces nouveaux bassins de vie. La question de savoir qui doit intervenir se pose désormais aux décideurs politiques : la police ou la gendarmerie ?
- 17 Les chevauchements de compétence, les limites des espaces d'intervention et de l'articulation des territoires entre eux sont des préoccupations anciennes et récurrentes à l'heure où les découpages administratifs de la France font question et où la rationalisation des moyens devient maître-mot. A titre d'exemple, pour faire face au découpage du quartier de Belleville qui relève de quatre arrondissements parisiens (10^e-11^e-19^e-20^e), une brigade de sécurité de terrain (BST) a été créée en 2011 pour opérer autour du carrefour. Par ailleurs, les logiques de flux, que ce soit en termes de personnes, de données, de marchandises, se heurtent à des moyens d'actions qui relèvent de territoires d'actions parfois obsolètes, peu adaptés aux formes globales des filières criminelles : « Nous arrêtons bien sûr des vendeurs de cigarettes à la sauvette au métro Barbès mais malheureusement, le commissariat n'a pas les moyens de remonter la filière de ces cigarettes de contrebande car cela ne relève plus de nos compétences territoriales. Cela se joue à une échelle plus grande. Les problématiques sont transnationales avec de nouveaux modes de délinquance, déterritorialisés. Les outils sont obsolètes et le temps du judiciaire n'est pas celui du politique » (interview d'un commissaire de police du 18^e arrondissement de Paris – novembre 2011).
- 18 Si le processus d'urbanisation généralisée interroge et remet en cause les aires de compétences, les mêmes logiques sont à l'œuvre dans la vie quotidienne des policiers. Les interviews de la rubrique « Sur le métier » révèlent que nombre de policiers parisiens sont des « navetteurs », parce qu'ils ne peuvent, financièrement, se permettre

d'habiter dans la capitale ; ils optent alors pour une résidence provinciale, même si cela va à l'encontre des impératifs de proximité du service. Si certains policiers vivent donc loin de la ville où ils exercent, la situation des gendarmes, appelés à une grande mobilité professionnelle, implique également un rapport particulier au territoire : un espace plus ou moins connu devient pour un temps donné espace de vie et de travail. Dans le cas de la Guadeloupe étudié par Marie Redon et Delphine Grancher, la césure police/gendarmerie est aussi révélatrice du rapport à la métropole dont les gendarmes sont majoritairement originaires.

Mise en récit des spatialités policières

- 19 Outre le dossier « Sur le champ », nous avons fait le choix d'un numéro intégral de la revue *EchoGéo* sur les « polices », en investissant toutes les rubriques du prisme policier. Donner la parole à des gendarmes et policiers en leur posant les mêmes questions « géographiques » nous a paru offrir un éclairage sur la réalité quotidienne des spatialités policières (« Sur le métier »).
- 20 La rubrique « Sur l'écrit » interroge les approches géographiques de la littérature policière, par ailleurs largement explorée (Mesplède, 2003 ; Rosenberg, 2007). L'article de Martine Berger consiste en un décryptage de la société sud-africaine et de ses évolutions à travers huit romans de Deon Meyer. La ville de Cape Town y est analysée via le témoignage documenté de l'auteur sud-africain croisé avec le regard averti de la géographe. La ville apparaît comme un personnage à part entière dans le contexte post-apartheid en redéfinition ; la diversité des quartiers et des milieux sociaux d'une métropole sud-africaine à l'heure de la globalisation sont à la fois décors et source d'inspiration pour Deon Meyer. Quant à Michel Bussi, géographe et auteur de roman à clefs, il nous livre en entretien ce beau constat que, pour un romancier, « *l'avantage d'être géographe réside peut-être dans une capacité à être en décalage aux lieux* ». Si avoir une certaine pratique professionnelle des espaces permet de s'en affranchir, dans le même temps, être romancier permet de « *transformer des lieux ordinaires en les chargeant d'émotion* » plutôt que de se contenter d'en décrire la réalité, ou d'essayer. En cela, les romans policiers et les romans à énigme offrent un contrepied à la télé réalité policière et à sa mise en spectacle, figée et anxiogène, de nos espaces.

BIBLIOGRAPHIE

- Adey P., Brayer L., Masson D., Murphy P., Simpson P., Tixier N., 2013. Pour votre tranquillité : ambiance, atmosphere, and surveillance. *Geoforum*, vol. 49, p. 299-309.
- Agamben G., 2003. *Homo Sacer. II, 1, État d'exception*. Paris, Seuil.
- Belina B., 2006. *Raum, Überwachung, Kontrolle: vom staatlichen Zugriff auf städtische Bevölkerung*. Münster, Westfälisches Dampfboot.

- Belina B., 2008. Kritische Geographie: Bildet Banden! Einleitung zum Themenheft. ACME: *An International E-Journal for Critical Geographies*, 7, 3, p. 335-349. <http://www.acme-journal.org/vol7/Belina.pdf>
- Bénit-Gbaffou C., Didier S., Peyroux E., 2012. Circulation of security models in Southern African cities: Between neoliberal encroachment and local power dynamics. *The International Journal of Urban and Regional Research*, numéro special, 36 (5), p. 877-889.
- Bigo D., 1996. *Polices en réseaux, l'expérience européenne*. Presses de Science Po, Paris.
- Bigo D., Tsoukala A., (eds), 2008. *Terror, Insecurity and Liberty. Illiberal practices of liberal regimes after 9/11*. Oxoan and New York, Routledge.
- Brenner N., Theodore N., 2002. Cities and the Geographies of 'actually existing neoliberalism'. *Antipode*, Vol. 34, n° 3, p. 349-379.
- Brodeur J.-P., 2003. *Les visages de la police. Pratiques et Perceptions*. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal.
- Brunet R., 2009. Aiguiser le regard sur le Monde. *Bulletin de la Société géographique de Liège*, n° 52, p. 59-61.
- Camilleri G., Lazerges Ch., 1992. *Atlas de la criminalité en France*. RECLUS, 159 p.
- Chevandier C., 2012. *Policiers dans la ville. Une histoire des gardiens de la paix*. Gallimard, Folio Histoire, Paris.
- Coleman R., Sim J., 2000. You'll never walk alone: CCTV surveillance, order and neo-liberal rule in Liverpool city centre. *British Journal of Sociology*, vol. 51, n° 4, p. 623-639.
- Crampton J., 2009. Cartography: Maps 2.0. *Progress in Human Geography*, 33(1), p. 91-100.
- Crampton J., Elden S., 2007. *Space, Knowledge and Power: Foucault and Geography*. Ashgate Publishing, Ltd.
- Davis M., 1992. *City of Quartz. Excavating the Future in Los Angeles*. New York, Vintage Books.
- Davis M., 2000. *Ecology of Fear: Los Angeles and the Imagination of Disaster*.
- Deluermoz Q., 2012. *Policiers dans la ville. La construction d'un ordre public à Paris, 1854-1914*. Publications de la Sorbonne, Paris.
- Denys C., Milliot V., 2003. Espaces policiers, XVIIe-XXe siècles, numéro spécial de la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 50-1.
- Denys, Marin, Millot, 2009. *Réformer la police. Les mémoires policiers en Europe au XVIIIe siècle*. PUR, Rennes.
- Dieu F., 2000. *La Gendarmerie. Secrets d'un corps*. Bruxelles, Éditions Complexe.
- Didier S., Morange M., Peyroux E. 2012. The adaptative nature of neoliberalism at the local scale: Fifteen years of City Improvement Districts in Cape Town and Johannesburg. *Antipode*, 45 (1), p. 121-139.
- Dikeç M., 2007. *Badlands of the Republic. Space, politics and urban policy*. Oxford, Blackwell Publishing.
- Eick V., Sambale J., Töpfer, E. (coord.), 2007. *Kontrollierte Urbanität: Zur Neoliberalisierung städtischer Sicherheitspolitik*. transcript, Bielefeld.
- Evans D.J., Fyfe N.R., Herbert, D.T. (coord.), 1992. *Crime, Policing and Place. Essays in environmental criminology*. Routledge, London, New York.

- Fassin D., 2011. *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*. Seuil, Paris.
- Flusty S., 1994. Building Paranoia: The Proliferation of Interdictory Space and the Erosion of Spatial Justice. *Los Angeles Forum for Architecture and Urban Design*, West Hollywood.
- Fyfe N., 1991. The police, space and society: the geography of policing. *Progress in Human Geography*, 15, p. 249-67.
- Garland D., 2001. *The culture of control: crime and social order in contemporary society*. Oxford, Oxford University Press.
- Germes M., 2011. Récits de conflits et territoires : les quartiers sensibles dans les discours policiers. *Justice spatiale/Spatial Justice*, n° 4, <http://www.jssj.org/article/recits-de-conflit-et-territoire/>
- Glasze G., Pütz R., Rolfes, M. (coord.), 2005. *Diskurs - Stadt - Kriminalität. Städtische (Un) Sicherheiten aus der Perspektive von Stadtforschung und Kritischer Kriminalgeographie*. transcript, Bielefeld.
- Glaszle G., Pütz R., Schreiber V., 2005. (Un-)Sicherheitsdiskurse: Grenzziehungen in Gesellschaft und Stadt. *Berichte zur deutschen Landeskunde*, n° 79, p. 329-340.
- Herbert S., 1996. The geopolitics of the police: Foucault, disciplinary power and the tactics of the Los Angeles Police Department. *Political Geography*, vol. 15, n° 1, p. 47-57.
- Herbert S., 1997. *Policing Space. Territoriality and the Los Angeles Police Department*. Minneapolis and London, University of Minnesota Press.
- Herbert S., 2003. Coercion, Territoriality, Legitimacy: The Police and the Modern State. In Low M. (coord.), *Handbook of political geography*. United States, Sage Publications, p. 169-181.
- Houte A-D., 2010. *Le métier de gendarme au XIXe siècle*. PUR.
- Jobard F., 1995. Propositions sur la théorie de la police. *Champ pénal/ Penal field*, Vol. IX, URL : <http://champpenal.revues.org/8298>
- Jobard F., 2002. *Bavures policières ? La force publique et ses usages*. La Découverte, Collection "Textes à l'Appui", Paris.
- Loubet del Bayle J-L., 2006. *Police et politique. Une approche sociologique*. Paris, L'Harmattan.
- Luc J.N., 2010. *Soldats de la loi. La gendarmerie au XXe siècle*. PUPS.
- Manning P., 2008. *The Technology of Policing: Crime Mapping, Information Technology, and the Rationality of Crime Control*. New York University.
- Mesplède C. (dir.), 2003. *Dictionnaire des littératures policières*. Nantes, Joseph K., 4 volumes.
- Mitchell, D., 2003. *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*. N.Y, Guilford.
- Monjardet D., 1996. *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*. M Dominique - Paris, Éditions de la Découverte.
- Morelle M, Tadié J., 2011. Pratiques de sécurité en ville. *Justice Spatiale Spatial Justice*, n°4 (coordinateurs du numéro), <http://www.jssj.org/article/pratiques-de-securite-en-ville-introduction/>
- Mucchielli L. (dir.), 2008. *La frénésie sécuritaire : retour à l'ordre et nouveau contrôle social*. Paris, La Découverte.
- Ocqueteau F., 2006. *Mais qui donc dirige la police ? Sociologie des commissaires*. Éditions Armand Colin, Paris.

Rancière J., 1990. Aux bords du politique. Osiris, Paris.

Remy B., 2000. *La délinquance à la Réunion : approche géographique d'une situation dans un espace insulaire*. Paris, L'Harmattan.

Rosemberg M., 2007. Les Espaces du roman policier. *Géographie et cultures*, n° 61. URL : <http://gc.revues.org/2574>

Tevanian P., 2010. La construction des classes dangereuses. Les sept subterfuges du discours 'sécuritaire'. In *Les Mots sont importants*, <http://lmsi.net/La-construction-des-classes>

Wacquant L., 2009. *Punishing the Poor: The Neoliberal Government of Social Insecurity*. Duke University Press.

AUTEURS

ARMELLE CHOPLIN

Armelle Choplin, armelle.choplin@univ-paris-est.fr, est Maître de conférences en géographie à l'Université Paris-est.

MARIE REDON

Marie Redon, mredon@yahoo.com, est Maître de conférences en géographie à l'Université Paris 13.